



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

Discours du Président de l'Etat Plurinational de Bolivie, S.E. Evo Morales Ayma, à l'occasion de sa participation en séance plénière de la 38ème session de la Conférence Générale de l'UNESCO

Merci beaucoup chère Directrice de l'UNESCO. C'est une très grande satisfaction d'être présent devant cette assemblée, lors du 70ème anniversaire de cet organisme international si important pour la science, la culture et l'éducation. Je salue également le Président de cette Assemblée et toute la direction de l'UNESCO. Je salue aussi tous les représentants des pays de cette organisation internationale qu'est l'UNESCO. Par un heureux hasard notre visite en Europe coïncide avec la tenue de cette Assemblée, et je veux remercier pour l'invitation la Directrice, le Président, et vous tous, de pouvoir participer brièvement à cette Assemblée. Je veux exprimer au nom de l'Etat Plurinational de Bolivie qui représente le peuple bolivien, le souhait de réussite de ce 70ème anniversaire de notre institution qu'est l'UNESCO. Je souhaite des bons présages, de la réussite et beaucoup de force pour continuer de travailler spécialement dans le domaine de l'éducation.

Il est important après soixante-dix ans de se souvenir comment, pourquoi les Nations Unies ont été créées, pourquoi ont été fondées ces institutions si importantes pour l'Humanité, pour la vie et pour la planète. Il y a soixante-dix ans, l'UNESCO, les Nations Unies sont fondées justement pour parvenir à la paix sociale dans le monde, à la justice, à l'égalité, à la dignité et à l'unité de nos peuples. Il y a plus de soixante-dix ans, il y avait des guerres mondiales, des invasions, des dominations impériales, une répartition impériale du monde, avec un modèle économique de pillages permanents partout dans le monde.

L'Humanité, nos ancêtres, avec beaucoup de sagesse, avec beaucoup de savoir, ont créés ces institutions, ces organismes, qui représentent tous les Etats du monde. Après soixante-dix ans, je ne sais pas qu'elle est l'évaluation que pourrait faire l'UNESCO, mais depuis la Bolivie que voyons-nous ? Nous constatons le retour des guerres, le retour des invasions, le retour de la pauvreté, le retour du terrorisme étatique face aux mouvements sociaux qui luttent pour la paix, la justice et la dignité.



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

En soixante-dix ans, qu'avons-nous fait aux Nations Unies ? Où est la paix ? Lors de nos interventions aux Nations Unies, nous parlons toujours de paix, mais nous ne nous demandons jamais comment garantir cette paix. Aux Nations Unies, tous les présidents parlent de justice, mais nous ne nous attaquons pas ou ne savons pas quelle est l'origine de la pauvreté, quelle est l'origine de l'injustice, quelles sont les causes profondes des guerres, ou de l'injustice ou des interventions militaires de certains pays.

(Demande temps de parole)

Ainsi, je me disais chers *frères et sœurs* présents lors de cette séance de l'UNESCO, qu'ici je peux vous raconter mon expérience en Bolivie. La Bolivie était soumise politiquement à l'empire Nord Américain. En Bolivie décidait l'Ambassade des Etats-Unis. Pour être Ministre de la Défense ou de Gouvernement, il fallait avoir l'aval de l'Ambassade des Etats-Unis. Pour être même commandant de la police, commandant des forces armées, sans l'aval et l'approbation de l'Ambassade des Etats-Unis, il n'était pas possible d'être commandant. Concernant l'économie, pour être Ministre de l'Economie ou des Finances, il fallait avoir l'aval du Fond Monétaire International ou de la Banque Mondiale. C'est-à-dire qu'il n'y avait alors aucune souveraineté politique ou économique.

Alors nous nous sommes organisés syndicalement, socialement, dans nos communautés pour affronter cette domination extérieure, pour en finir avec l'imposition des politiques économiques, des politiques sociales, allant jusqu'à des interventions militaires sous le prétexte de la lutte contre le trafic de drogues. Je veux vous dire que n'aurait pas suffi la lutte syndicale ou la lutte sociale si de la lutte sociale, syndicale, de la lutte communautaire nous n'étions pas passées à une lutte électorale. Nous avons ainsi décidé, surtout nous qui appartenons à un secteur historiquement humilié, éloigné des politiques sociales, je parle du mouvement paysan indigène autochtone. Ce mouvement fut menacé d'extermination, des fois même par les pays européens. Mais ce secteur a décidé de se libérer pour se bénéficier des droits politiques que nous avons maintenant. Vous savez qu'après cinq cents ans de



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

l'invasion européenne, nous avons décidés en 1992 de passer de la résistance à la conquête du pouvoir en tant qu'autochtones, en tant que possesseurs ancestrales de cette noble terre, auparavant nommé « *Abya Yala* », aujourd'hui désigné comme l'Amérique. Je sens qu'en Bolivie nous allons remplir cette mission, parce que en 1995, nous avons organisés un instrument politique de la libération, un instrument politique pour la souveraineté de nos peuples et nous l'avons joint à différents secteurs sociaux, une lutte idéologique, une lutte programmatique, et également une lutte de valeurs. Cet instrument politique nous a beaucoup aidé.

Je veux vous dire que dans le passé, il n'y avait pas de stabilité politique. Je peux vous informer, il doit y avoir certains délégués qui ne se sont jamais informés de la situation en Bolivie. J'ai effectué le service militaire comme soldat en 1978. Cette année, j'ai connu trois présidents. Je suis entré au service lorsque le général Banzer était président. Je ne connaissais pas les thèmes politiques à 17, 18 ans... Par la suite, un autre général est devenu président : le général Juan Perera Azbún, j'ai été surpris. Après, comme j'étais grand et mince, ils m'ont préparé pour entrer dans la police militaire, ils m'ont spécialisé en policier militaire et m'ont envoyé protéger le commandant de l'armée, le Général David Padilla Arancibia. J'assurai donc sa sécurité, j'étais garde dans la PM (police militaire) jour et nuit, et une nuit, j'ai quitté mon commandant, et le lendemain lorsque je me suis réveillé mon commandant était devenu président. Je ne pouvais comprendre ce qu'il se passait : c'était ça la situation politique en Bolivie.

Je suis arrivé à la présidence en janvier 2006. Cinq ans avant la présidence, avant notre processus, avant notre révolution démocratique, culturelle, il y avait eu cinq présidents : 2001, Banzer, 2002, Tuto Quiroga, 2003, Gonzalo Sánchez de Lozada, 2004, Carlos Mesa, 2005, Eduardo Rodriguez Veltzé... Cinq ans, cinq présidents ! L'Histoire démontre qu'en 24 heures il y avait 3 présidents. En Bolivie il y a eu plus de coups d'Etat que dans toute l'Amérique Latine. Ces derniers jours je me souvenais et commentais, que lorsque je suis arrivé à la présidence, un *frère* exilé de



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

Bolivie par la dictature militaire m'avait dit : « Cher Président, tu dois te méfier de l'Ambassade des Etats-Unis ». Je lui ai demandé pourquoi. « Il n'y a pas eu de coup d'Etat aux Etats-Unis simplement parce que aux Etats Unis il n'y a pas d'Ambassadeur des Etats-Unis ». Je ne pouvais pas croire cela. Et pourtant, en 2008, l'Ambassadeur des Etats-Unis était en train de financer l'opposition pour révoquer mon mandat par un coup d'Etat. Par dignité et souveraineté, nous avons expulsé l'Ambassadeur des Etats-Unis, et maintenant je peux vous dire que sans Ambassadeur des Etats-Unis, nous sommes meilleurs politiquement et démocratiquement.

Et maintenant, *mes chers frères et sœurs*, je voudrais vous commenter rapidement notre modèle pour ne pas vous attarder. Vous savez que nous avons avancé en peu de temps. En politique, par la refondation de la Bolivie avec la participation du peuple par le biais d'une Assemblée Constituante. En économie, par la nationalisation de tous les ressources naturelles et la nationalisation des services basiques parce que constitutionnellement les services basiques ne peuvent faire partie du secteur privé, mais du service public, parce que nous sommes en train de parler de l'eau, qui est la vie : comment l'eau, la lumière, le téléphone pourrait être du secteur privé ? Concernant le volet social, par la redistribution de la richesse. Après les nationalisations, la richesse ne s'exporte pas, elle reste en Bolivie. Avant, le peu d'argent s'exportaient et ce qui restait était privatisé. Maintenant la richesse se démocratise, se socialise : elle revient au peuple. Ce que disait notre cher Président de l'Assemblée est qu'en 2005 nous avons un taux de 38% de pauvreté. Selon une étude de 2013 : nous sommes passés de 38% à 18% de pauvreté. Cette année, nos données estiment que nous arriverons à 15% de pauvreté. J'ai un plan : mon mandat dure jusqu'en 2020, et nous voulons arriver à 7, 8, 9% de pauvreté. Rapidement, nous avons réduit ce taux en Bolivie. Et pour cela je veux vous affirmer que dans notre expérience en Bolivie, il a été très important de nous libérer de cette domination impériale, mais également de ce modèle néolibéral dirigé par le Fonds Monétaire International. Ici, je voudrais vous dire *mes chers frères et sœurs* : maintenant ce ne sont plus le FMI ou l'empire Nord Américain qui dirigent, maintenant ce sont les



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

Indiens et pas les *gringos*. Je peux le garantir et c'est pour cela que nous avons changé rapidement la situation sociale et économique de Bolivie.

Mais que voyons-nous, que vois-je d'ici, du monde ? Nous sommes à Paris, en France, et je salue la révolution Française de 1789, lorsque les Français ont combattu la monarchie. Je témoigne de notre respect, de notre admiration, et pour cela je sens que dans ce nouveau millénaire nous ne sommes pas dans une époque de monarchie, ce n'est pas une époque d'oligarchie, de hiérarchie, et encore moins d'anarchie financière. Ce n'est pas une époque dans laquelle dirige les transnationales, ou les banquiers, mais dirigent les peuples par le biais de présidents élus démocratiquement. J'ai beaucoup de différences avec certains ou beaucoup de présidents du monde. Je vois, je sens que plusieurs présidents ne dirigent pas, qu'ils ne gouvernent pas, et qu'au contraire se sont les compagnies pétrolières, les banquiers ou les transnationales de médicaments ou autres qui dirigent. Que voulons-nous de cette époque ? Le grand souhait est que nos organisations, nos organismes internationaux tel que l'UNESCO, la FAO, les Nations Unies, soient des organismes d'intégration et non de domination, des organismes de libération et non d'invasion. D'ici, nous savons comment contrôler les autres organismes ou institutions qui se préparent seulement à envahir.

Je suis pour la première fois pour huit jours en Europe. Et j'apprends sur les préoccupations par rapport aux migrants, les mal nommé « migrants ». Je veux vous dire que de notre point de vue il n'y a pas de migrants : ce sont des réfugiés de guerre ou des déplacés du climat. Et pour cela nous devons concevoir d'ici la citoyenneté universelle. Il n'est pas possible qu'il y ait une globalisation pour l'argent mais qu'il n'y en ait pas pour l'être humain... Dans quel genre de monde vivons-nous ?

Sincèrement : je me demande pourquoi tant de crises ? Maintenant nous allons débattre dans les prochains jours de crise climatique, nous avons une crise financière, une crise de valeur, ... Tout n'est que crises ! C'est un système qui n'a pas évité ces crises, un système qui a capoté, un modèle qui a échoué avec un être humain menacé



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

d'extermination, avec une Terre Mère dont l'existence n'est pas garantie. Quelle est la responsabilité des Gouvernements, quelle est notre responsabilité en tant qu'êtres humains, responsabilité non seulement entre nous mais plus spécialement à l'égard des générations futures.

Depuis nos institutions, comme l'UNESCO, comme les Nations Unies et d'autres, nous devons réfléchir sur comment commencer à changer. Selon notre expérience, c'est seulement avec un peuple uni que le changement est possible, seulement avec un peuple organisé et mobilisé que le changement est possible. Mais également si nous voulons changer, si nous voulons faire comme le dit par nos mouvements sociaux : « un autre monde est possible », il faut savoir que un autre monde ne sera pas possible que lorsque nous les hommes politiques nous changeons. Que prenne fin l'orgueil des politiques, que pour l'homme politique la politique ne soit pas que bénéfique, que la politique pour l'homme politique ne soit pas que des affaires. J'ai appris que la politique c'est du service, des compromis et en plus de sacrifices envers les peuples. Il faut gouverner en obéissant au peuple. C'est cela notre expérience, c'est ce qui a fait changer dans un court laps de temps la Bolivie.

Vous savez, *mes chers frères et sœurs*, que la Bolivie était le dernier pays d'Amérique du Sud, le dernier pays d'Amérique ou l'avant-dernier d'Amérique, en 2005. Veuillez m'excuser *mes chers amis* d'Amérique du Sud, d'Argentine ou du Brésil, du Venezuela, ou encore d'autres compagnons : vous savez que cette année la Bolivie va être le premier en croissance économique d'Amérique du Sud, la Bolivie va être le second en croissance économique d'Amérique. Parce que nous avons sût appliquer le fait que la politique est une science de service et non d'affaires, cela nous a beaucoup aidé. Mais malheureusement nous ne sommes pas encore en train de satisfaire une demande de plus de cinq cents ans. Mais si je vous parle de cinq cents ans, je ne suis pas venu en Europe pour demander réparation pour les dommages datant de cette époque, s'il-vous-plait. Nous sommes à une autre époque. Nous sommes venus ici, bien évidemment pour approfondir nos relations. Il n'est pas si facile de satisfaire non



Estado Plurinacional de Bolivia
Ministerio de Relaciones Exteriores
Delegación Permanente ante la UNESCO

plus les demandes de cent quatre-vingts années de la vie de la République de Bolivie, et pour ça aujourd'hui nous sommes devenus un État Plurinational, en laissant derrière nous l'État colonial. En neuf ans, nous n'avons peut-être pas tout réalisé, mais vous savez qu'il y a aujourd'hui une stabilité politique, il y a une prospérité économique grâce aux mouvements sociaux. Je veux vous dire : les paysans indigènes originaires organisés, associés aux ouvriers, et associés à d'autres mouvements sociaux, nous avons sauvés la Bolivie. Imaginez-vous, dans quel état aurait été la Bolivie si aurait prospéré le modèle néo-libéral de pillages, de vols permanents.

Mes chers frères et sœurs, je pourrai continuer de discuter d'autres thèmes importants, mais je voudrais vous dire que je salue certaines reconnaissances à nos biens culturels Il y a un thème de fond qui est important ici : que soit sanctionné ceux qui volent les biens culturels mais aussi ceux qui les achètent, et non pas seulement ceux qui les volent. Nous avons récupéré quelques biens culturels, spécialement du mouvement indigène, comme par exemple « *l'Illa de l'Ekeko* », le Dieu de l'abondance. On nous l'a volé en 1856 et amené ici en Europe. Nous sommes en train de récupérer ces biens, et je voudrais que vous nous accompagniez pour continuer de récupérer ces biens culturels qui font partie du patrimoine de l'Humanité, particulièrement du patrimoine du mouvement indigène.

Merci beaucoup.